



UNIVERSITE DE RENNES 1 Le 23 octobre 2013

Rencontre avec le Président Cathelineau, à son initiative.

INTERVENTION DE LA FERC SUP CGT

(texte destiné à être publié en tant que plate-forme syndicale de base sur le sujet de la fusion des 2 universités rennaises).

« Nous sommes invité(e)s à cette rencontre en tant qu'organisation syndicale représentative aussi nous tenons en premier lieu à rappeler nos positions.

LA FERC SUP CGT EST POUR un service public national d'enseignement supérieur et de recherche :

- **POUR** un service public dont les missions sont assurées par des fonctionnaires d'Etat dont le statut garantit l'égalité de traitement, la neutralité, la laïcité, la non soumission aux pressions économiques ou politiques.
- **POUR** la ré-étatisation de la masse salariale des universités. Depuis la mise en place de l'autonomie en janvier 2010, l'université ne maîtrise pas sa masse salariale. Cela ne nous semble pas favorable à une fusion.
- **POUR** un égal accès sur tout le territoire aux formations universitaires initiales et continues. La démocratisation de l'enseignement supérieur est un enjeu essentiel pour l'émancipation sociale et intellectuelle des jeunes et des adultes et ces objectifs ne peuvent être atteints sans aménagement du territoire. Nous pensons que la Bretagne a besoin d'une politique volontaire et concertée d'aménagement de son territoire et à cet égard l'université doit pouvoir exercer pleinement ses missions de formation, recherche, vulgarisation, et prendre sa place en faveur du développement économique social et culturel de la région.

LA FERC SUP CGT EST CONTRE :

- La LRU et les RCE que nous avons combattues et qui ont mis en péril les finances de nombreuses universités françaises. L'autonomie est un échec ! Dans la période récente, il a fallu avaler toutes les réformes pour être bien en phase avec le pouvoir en espérant en obtenir beaucoup. A ceux qui ont voulu à tout prix être bon élève, on peut leur demander leur bilan au niveau des gels des postes ou de la mise sous tutelle budgétaire. Il y a donc lieu d'être modeste avant d'embarquer la communauté universitaire et des milliers de personnels dans une telle aventure.
- Le désengagement de l'Etat qui se confirme au fil des réformes et trouve sa consécration dans la traitresse loi Fioraso.
- L'excellence et la course folle au classement qui exacerbent la compétition entre régions, universités, entre services ou équipes de recherche, qui exacerbent la course à l'argent public et privé. La conséquence en est la dégradation des conditions de travail, l'augmentation du stress et de la souffrance au travail, les conduites managériales pathogènes.

- La régionalisation de l'enseignement supérieur et sa concentration sur une trentaine de superstructures. La création des PRES et maintenant des CUE, les fusions d'universités, tout cela ne fait qu'éloigner la masse des enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs, ITA et BIATSS, ainsi que les étudiants, des décisions qui les concernent. La fusion R1/R2 se place dans ce type de stratégie et il est à craindre que la démocratie peine à s'exercer véritablement dans de telles constructions technocratiques.

La seule question qui vaille syndicalement est en quoi cette politique est bonne pour le citoyen, pour le travail scientifique, pour la qualité de l'enseignement et pour la qualité de la vie au travail ? Toutes ces questions doivent avoir une réponse !

CONCLUSION :

Le projet de fusion annoncé sans concertation et via une communication aux allures de course de vitesse n'engage pas à la confiance.

De plus les arguments avancés vont dans le sens d'une fusion dominatrice visant à être en position de force dans la future Communauté d'Universités et d'Etablissements. Il s'agit d'un choix essentiellement politique, stratégique et économique incompatible avec nos valeurs syndicales et républicaines.

Beaucoup de flou demeure encore.

La communauté sera-t-elle académique ou inter-académique ? Ce dernier choix, qui devrait l'emporter est présenté avec désinvolture comme une séance de rattrapage dans la course à l'IDEX.

Il nous paraît difficile de suivre des présidents qui se conduisent comme des apprentis sorciers. QUI EN FERA LES FRAIS ?

Dans le même temps des inquiétudes sont fortes à Rennes 1 :

- Le choix mortifère, et méthodique depuis 3 ans, des gels de postes (33 emplois gelés sur 66 emplois vacants d'enseignants-chercheurs sont annoncés pour 2014 !).
- La situation des personnels contractuels de plus en plus précaires notamment dans la recherche.
- L'accueil des étudiants : d'un côté on se félicite déjà de rassembler 47 000 étudiants via la fusion alors qu'en même temps à Rennes 1, on refuse de se réjouir d'une augmentation des effectifs d'étudiants. On affirme sans complexe qu'on n'a pas les moyens de les encadrer alors on diminue les dépenses en altérant la qualité du service d'enseignement (augmentation de la taille des groupes, modifications des maquettes, diminution des choix offerts, fermetures de filières, sectorisation dans certaines disciplines, aspirations à pouvoir sélectionner les « bons étudiants »).

La FERC SUP CGT estime que cette fusion se ferait pour de mauvaises raisons et nous ne croyons pas, comme l'attestent les fusions d'universités déjà existantes, qu'elle se ferait sans suppressions de postes, de composantes ou de disciplines. La fusion n'est pas nécessaire pour travailler en commun en faveur de l'interdisciplinarité ou pour la création de services interuniversitaires.

En conséquence, le syndicat FERC SUP CGT de l'université de Rennes 1 se prononce contre le projet de fusion des universités de Rennes 1 et de Rennes 2. »

-----à suivre-----